

MOTION DU CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX

LES ALTERNATIVE BUSINESS STRUCTURES METTENT EN DANGER LES PRINCIPES ESSENTIELS DE LA PROFESSION D'AVOCAT ET LES INTERETS DU PUBLIC

Adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale du Conseil national des barreaux des 15-16 juin 2012

*

**LE CONSEIL NATIONAL DES BARREAUX, REUNI EN ASSEMBLEE GENERALE LE 15
JUN 2012,**

CONNAISSANCE PRISE de la décision de la Solicitors' Regulation Authority (SRA) du 28 mars 2012 d'autoriser l'ouverture en Angleterre des trois premières Alternative Business Structures (ABS), nouvelles structures d'exercice dans lesquelles le capital et les droits de vote sont détenus pour partie par des non-avocats.

CONSIDERANT que les Alternative Business Structures sont destinées à favoriser l'association de la profession d'avocat, qui peut y être minoritaire, à d'autres professionnels juridiques et à des professionnels divers, dont des commerçants, ainsi qu'à permettre des investissements en fonds propres provenant de tiers.

ESTIME que l'ouverture des Alternative Business Structures, à des non avocats et en particulier à des non juristes, est de nature à compromettre les garanties apportées par les règles déontologiques propres à la profession d'avocat et le contrôle efficace de leur respect.

CONSIDERE qu'elle porte atteinte au principe d'autorégulation qui régit le fonctionnement du barreau français.

AFFIRME que les Alternative Business Structures ne peuvent pas être considérées comme des cabinets d'avocats, notamment dans le cas où la majorité du capital est détenue par des non avocats, et, par conséquent, ne peuvent pas bénéficier des libertés d'établissement et de circulation pour s'inscrire à l'un des barreaux du pays d'accueil.

S'OPPOSE à la création des Alternative Business Structures au regard du respect des droits fondamentaux établis par le droit européen et des principes essentiels de la profession d'avocat en France qui garantissent dans une société démocratique, l'indépendance de ses membres et leur compétence.

AFFIRME que la nécessité de faire évoluer les services juridiques en Europe ne doit pas s'opérer au détriment de la protection de l'identité de l'avocat et donc au détriment des droits et des libertés des résidents d'un pays européen.

Conseil national des barreaux

Les Alternative Business Structures (ABS) mettent en danger
les principes essentiels de la profession d'avocat et les intérêts du public
Motion adoptée à l'unanimité par l'assemblée générale des 15 et 16 juin 2012